

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Coopération Gabon-Niger : Mohamed Bazoum à Libreville depuis hier

LE chef de l'État nigérien est arrivé hier en fin d'après-midi dans notre pays. C'est la vice-présidente Rose Christiane Ossouka Raponda qui l'a accueilli à sa descente d'avion à l'aéroport international Léon-Mba.



Photo: DR

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

LE président de la République du Niger, Mohamed Bazoum, est arrivé à Libreville hier en fin d'après-midi, dans le cadre d'une visite de travail et d'amitié. Il a été accueilli à sa descente d'avion à l'aéroport international Léon-Mba par la vice-présidente de la République, Rose Christiane Ossouka Raponda.

L'un des temps forts de son séjour en terre gabonaise sera sans doute son tête-à-tête,

aujourd'hui, avec son homologue Ali Bongo Ondimba, au palais de la présidence de la République. La coopération bilatérale entre le Gabon et le Niger, les questions de paix et de sécurité, ainsi que les sujets relatifs à l'actualité continentale et internationale de l'heure feront également l'objet d'échanges entre les deux hommes d'État.

Il faut souligner que cette visite du président Mohamed Bazoum à Libreville intervient à quelques jours de la tenue dans notre pays du "One Forest Summit". En prélude à cet évènement qui

rassemblera plusieurs leaders mondiaux, Ali Bongo Ondimba et son hôte saisiront l'opportunité d'évoquer aussi au cours de leurs échanges les questions relatives aux changements climatiques et à la protection de l'environnement. Rappelons que la rencontre de ce jour entre les deux chefs d'État fait suite à celle qu'ils avaient déjà eue en septembre 2022, à New York (États-Unis d'Amérique), en marge de la 77^e Assemblée générale des Nations unies. Le président Mohamed Bazoum quitte Libreville aujourd'hui.

Concertation politique : des responsables de partis politiques de l'opposition à la Primature

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LE chef du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, s'est entretenu hier, à son cabinet, avec des responsables et représentants des partis politiques de l'opposition. Entre autres : Paulette Missambo de l'Union nationale (UN), Gérard Ella Nguema du Front patriotique gabonais (FPG), François Ndong Obiang de la "Réappropriation du Gabon, de son indépendance pour sa reconstruction" (RÉAGIR), Thérèse Gnembou Moutsona du Parti du réveil citoyen (PRC) et Albertine Maganga Moussavou du Parti social démocrate (PSD). Tout ce beau monde a sollicité sa prise en compte dans la concertation politique en cours. En mettant en exergue la nécessité de la "reformater" en mettant en avant les formations politiques de l'opposition disposant d'élus nationaux, locaux et toutes celles qui, récemment, ont élaboré des mémorandums portant sur la problématique électorale dans notre pays.

Pour ainsi dire, toutes ces personnalités estiment qu'il est nécessaire, du côté de leur bord politique, de remettre les choses à plat afin que ces assises soient "crédibles". Non sans laisser entendre n'avoir véritablement pas fermé la porte à toute forme de participation au conclave se tenant, depuis le



Phase de la rencontre entre le Premier ministre et les responsables des partis politiques de l'opposition.

14 février dernier, à l'esplanade du ministère de la Défense nationale.

Ceci étant, ces échanges entre le Premier ministre et la délégation d'opposants interviennent au moment où la concertation politique semble avoir trouvé son rythme de croisière. Vu qu'au terme de l'adoption des instruments (Code de bonne conduite et règlement intérieur) devant régir leurs travaux, les délégués de la majorité et de l'opposition planchent actuellement sur les mandats électoraux.

Une dynamique que les quarante (40) délégués de l'opposition n'entendent nullement, en tout cas, enrayer.

Quoi qu'il en soit, aux yeux des personnalités suscitées, il n'y a véritablement pas péril en la demeure. Vu que la volonté politique pourrait permettre la prise en compte de leurs prétentions. Avec ceci que, a estimé le leader de RÉAGIR, François Ndong Obiang, les travaux peuvent ne pas s'achever jeudi prochain.

Miroir du gouvernement

Tour de force

À y regarder de près, c'est un tour de force qu'aura réussi le chef du gouvernement Alain-Claude Bilie-By-Nze, jeudi dernier, à la Primature, en renouant les fils du dialogue entre les responsables syndicaux du Syna-CNSS, du Syp-CNSS, du Synapss et l'administrateur provisoire de la Caisse nationale de sécurité sociale, Christophe Eyi. D'autant plus que depuis plus d'un mois, la situation semblait s'être enlisée au sein de cette structure. Tant les deux parties s'étaient radicalisées, au point où la confiance s'était étiolée et que toute forme de dialogue était devenue difficilement envisageable.

Une situation face à laquelle le ministre de la Santé et des Affaires sociales, le Dr Guy Patrick Obiang Ndong,

semblait quelque peu impuissant.

De fait, le locataire de l'Immeuble du 2-Décembre semble avoir indiqué qu'il entend ramener la sérénité sur le front social en faisant du dialogue social un pan essentiel de son action. Un dialogue social d'autant plus crucial, au regard du contexte actuel. Qu'espérer de plus ? Si ce n'est que le Premier ministre se saisisse d'autres situations devant lesquelles certains membres de son équipe semblent avoir perdu la main.

Il en est ainsi du ministère des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan Climat et du Plan d'affectation des terres où, après quelques mois d'accalmie, la hache de guerre est à nouveau déterrée entre le

patron des lieux, Lee White, et le Syndicat national des professionnels des eaux et forêts (Synapef).

Lequel, en raison, entre autres, de la non-reprise depuis plus de douze mois des travaux de la Commission sur le dialogue social et le non-paiement des primes des 3^e et 4^e trimestres 2002, observe une grève illimitée depuis plusieurs mois. Au point où, là aussi, toute forme de négociation semble rompue. Tant les uns et les autres campent sur leurs positions, convaincus qu'ils sont de leur bon droit.

Pour ainsi dire, Lee White semble avoir perdu totalement la confiance des partenaires sociaux.

J.KOMBILE MOUSSAVOU